

P12798B



L'UNIVERSITÉ FÉDÉRATRICE



Remise des insignes de Docteurs *honoris causa* à
M. Yasser **ARAFAT**, Président de l'Autorité palestinienne
M. Shimon **PERES**, ancien Premier Ministre d'Israël,
Président du *Peres Center For Peace*.



P12798 B



U N I V E R S I T É
D E L I È G E
Rentrée académique
1 9 9 8 - 1 9 9 9



25 septembre 1998



6133448 B



UNIVERSITY
OF
SCIENCE
1998-1999



25 September 1998



INTRODUCTION

Le 25 septembre dernier, l'Université de Liège a vécu, à l'occasion de sa rentrée académique 1998-1999, un moment important de son histoire. Bien plus qu'une cérémonie prestigieuse et un événement médiatique, la remise des insignes de Docteur *honoris causa* à MM. Yasser Arafat et Shimon Peres a été l'occasion pour notre Université de manifester concrètement son sens des valeurs et de la responsabilité citoyennes.

Parce qu'elle est une université publique, l'Université de Liège considère que ces valeurs et cette responsabilité dépassent naturellement le cadre de la vie institutionnelle et qu'au travers de l'action de chacun de ses membres, elles doivent se manifester concrètement dans la société.

Creuset de la recherche et vecteur du savoir, notre Université est aussi par essence un lieu où les idées se rencontrent, s'expriment et s'échangent librement. A l'heure où l'homme cherche plus que jamais sa place dans un monde en plein bouleversement, il ne peut être question de démocratie sans Agora.

Ce 25 septembre, l'Université de Liège n'a pas changé l'histoire mais elle est allée, à la mesure de ses moyens, dans le sens du progrès de l'humanité. En s'affirmant comme un espace d'ouverture et de liberté, en s'affirmant comme un espace où prend corps l'action politique au sens le plus large et le plus noble du mot, elle a, ni plus ni moins, donné la pleine mesure de son excellence. ■



Willy LEGROS
Recteur de l'ULg

PRÉSENTATION DE MM. YASSER ARAFAT ET SHIMON PERES

L'Ulg a aujourd'hui le grand honneur d'accueillir deux personnalités exceptionnelles : Monsieur le Président Yasser Arafat et Monsieur Shimon Peres. Ces deux hommes d'Etat sont trop connus pour être longuement présentés. Permettez-moi cependant de rappeler quelques traits marquants de leur personnalité et de leur action.

Le Président Yasser Arafat a été élu démocratiquement en janvier 1996 à la tête de l'Autorité palestinienne. Depuis cinquante ans, il lutte avec opiniâtreté en faveur de la reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien. C'est sous sa direction que l'OLP a abandonné la lutte armée pour s'engager dans l'action politique et diplomatique. C'est également sous son impulsion que l'OLP a reconnu l'existence de l'Etat d'Israël. Cette reconnaissance a fait basculer la barrière psychologique qui empêchait Israéliens et Palestiniens de se reconnaître en tant que peuple. Elle a finalement débouché sur la signature des accords de paix en 1993.

Aujourd'hui, le Président Arafat continue son combat avec détermination en faveur de la pleine application des accords signés. Il incarne plus que jamais les aspirations du peuple palestinien, peuple dispersé, occupé, humilié. Un peuple auquel il a redonné l'espoir de vivre un jour prochain dans sa propre patrie, à côté de l'Etat d'Israël, dans la **paix** et la **réconciliation**.

Monsieur Shimon Peres est, avec sa génération, le contemporain de la création de l'Etat d'Israël en 1948. Depuis plus de cinquante ans, son destin s'identifie à celui d'Israël. Il a été successivement député, ministre, chef de parti, chef de la diplomatie et deux fois premier ministre. En 1992, dans le gouvernement de Monsieur Itsak Rabin, Monsieur Peres a conduit à Oslo les négociations qui aboutirent à la signature des accords de paix. A la suite de l'assassinat de Itsak Rabin, il redeviendra premier ministre jusqu'aux élections de 1996. Grand politique, Monsieur Shimon Peres est à la fois un visionnaire et un pragmatique.

Selon lui, la paix avec les Palestiniens et les pays arabes est la condition sine qua non pour le développement de la région et la prospérité de ses peuples. La voie de la paix reste semée d'embûches, mais Monsieur

Shimon Peres n'en continue pas moins son combat avec une volonté de fer. Avec Itzak Rabin, Shimon Peres et Yasser Arafat ont reçu en 1994 le Prix Nobel de la Paix.

L'attribution du diplôme de Docteur honoris causa de notre Université à ces deux artisans de la paix et du dialogue s'inscrit dans le prolongement de ce prix. Mais la cérémonie de ce jour a une double signification. Elle témoigne d'abord de notre attachement aux valeurs qui sont traditionnellement les nôtres : humanisme, tolérance et paix. Elle doit être ensuite considérée comme un geste symbolique, le geste d'une université ouverte sur le monde, en faveur de la relance du processus de paix au Proche-Orient. Trop de sang a coulé et coule encore ; trop de vies ont été perdues ou brisées. Il faut qu'à nouveau les hommes de bonne volonté se lèvent, que le dialogue soit renoué et que la sagesse l'emporte sur toutes les formes de fanatisme. Tout cela ne sera pas facile.

Un beau proverbe arabe dit que Le chameau qui transportera du sucre à La Mecque s'alimentera toujours d'épines qu'il trouvera sur son chemin.

Que tous ceux qui exercent des responsabilités pensent à l'avenir des enfants d'Israël et de Palestine, à ces enfants qui ont le droit de vivre, côte à côte, dans la paix et la fraternité. Puisse la cérémonie de ce jour contribuer à rappeler cette exigence première de toute société civilisée. Enfin, puisse l'Europe faire plus et mieux pour aider les uns et les autres à retrouver le chemin de la paix.

Willy LEGROS

DISCOURS DE M. WILLY LEGROS



Cette rentrée académique est un événement exceptionnel qui nous honore tous et que je suis particulièrement heureux de pouvoir partager avec vous.

L'université crée le savoir. L'université diffuse la culture. Mais par-dessus tout, elle a comme mission de former et d'émanciper les hommes. Cela veut dire, non seulement produire des connaissances et des compétences particulières, mais aussi transmettre des principes. Ces principes, ce sont ceux de l'émulation scientifique, de la réflexion critique et de la liberté.

Les connaissances que l'université produit visent au progrès humain et à la qualité de la vie.

Pour défendre nos valeurs, il est important que notre politique institutionnelle reste attentive à ces réalités.

Vous le savez, c'est de votre volonté à tous, membres du corps universitaire, que dépend la réussite de cette politique. Grâce à votre collaboration, l'année académique qui s'achève a permis d'établir un plan de gestion rigoureux. Mais un plan n'est jamais qu'un outil, et le meilleur outil ne vaut rien dans les mains d'un mauvais artisan. Nous voici dotés d'un levier que vous choisirez d'utiliser ou non pour le bien de l'Institution. Vous êtes en effet à la base de notre développement et de notre rayonnement.

Ce rayonnement passe, entre autres, par l'affirmation de notre indépendance à l'égard de toute forme d'arbitraire et de tout argument d'autorité. A l'Université de Liège, chercher et enseigner, ce n'est pas imposer des vérités, mais d'abord s'interroger sur le sens de notre travail. Ce questionnement est la condition indispensable d'une véritable éthique du savoir. Une éthique humaniste, une éthique universaliste, doit guider tout universitaire digne de ce nom.

Une éthique humaniste, une éthique universaliste, doit guider tout universitaire digne de ce nom.

Aujourd'hui, si les scientifiques peuvent contribuer au progrès, c'est autant par les apports de leurs disciplines que par l'exercice d'une réflexion libre et critique.

Le concept d'université ne fait pas seulement référence au rassemblement des disciplines scientifiques. Il évoque également le brassage des idées et l'union de tous vers un objectif commun.

C'est bien comme carrefour de la créativité et du dynamisme intellectuel, que l'Université du troisième millénaire servira le mieux la collectivité.

La science, en effet, est universelle.
Tous les êtres humains ont le même droit d'accès au savoir.
Tous les êtres humains ont le même droit aux bénéfices de ses applications.

Mais il y a plus encore.

Aujourd'hui, si les scientifiques peuvent contribuer au progrès, c'est autant par les apports de leurs disciplines que par l'exercice d'une réflexion libre et critique.

Liberté et indépendance d'esprit !

Voilà ce qui fait de notre Université un lieu de rencontre de toutes les disciplines. Un lieu où dialoguent des femmes et des hommes de raison, de tous les horizons géographiques, culturels et philosophiques. Un lieu pour lutter contre la futilité et les faux-semblants qui sclérosent la pensée et la vie. Un lieu qui fait de l'université une véritable Agora.

L'université a un rôle fondamental à jouer dans la construction d'une société meilleure. Il n'est pas utopique de penser cela. Le concept d'université ne fait pas seulement référence au rassemblement des disciplines scientifiques. Il évoque également le brassage des idées et l'union de tous vers un objectif commun.

L'université est à la fois force centripète et force centrifuge. Elle se nourrit du monde pour nourrir l'esprit des hommes. Son savoir et son savoir-faire constituent pour la société une formidable force d'impulsion. Mais avant tout elle est une force fédératrice, une force de rassemblement qui s'exerce bien au-delà du monde universitaire.

Rassemblement ne veut pas dire regroupement passif. Bien au contraire.

La place de l'université, au sommet de la pyramide éducative, est à cet égard d'une importance capitale. La mission prioritaire de l'Université de Liège en matière d'éducation impose le rassemblement des étudiants et de leurs maîtres autour de grands objectifs. C'est d'abord leur épanouissement personnel. Mais ce sont également d'autres défis à relever : un monde en mutation, une Europe en construction, tout cela dans le respect de la démocratie.

Eduquer et apprendre se conjuguent de nos jours bien au-delà de

l'horizon local et même régional. Pour vivre et travailler dans le village global, les étudiants doivent se former en allant à la rencontre de l'autre, à la rencontre de ses différences, à la rencontre de sa culture.

Il est fondamental que cette formation reconnaisse les étudiants comme un élément essentiel de la vie à l'université et dans la société.

Dans un monde numérisé, « vidéotisé », un monde où le virtuel le dispute au réel, l'université doit donner aux étudiants les moyens d'être, non plus des spectateurs passifs, mais des acteurs critiques, des acteurs constructifs. En un mot, des citoyens responsables.

Fédératrice, l'université l'est également aux plans économique, social et culturel.

L'universitaire n'ignore pas le rôle de l'économie dans le progrès matériel et social. Mais il sait aussi que ce progrès a besoin de l'apport décisif de la recherche scientifique. Or la politique de recherche demeure dramatiquement insuffisante dans notre pays. Insuffisante d'une part en matière de financement par rapport aux autres pays européens; inadéquate d'autre part en matière de priorités.

Par nature, l'université constitue un point de rencontre vital entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée. Mais si la recherche appliquée est généralement favorisée en raison de sa rentabilité immédiate, certains oublient qu'elle dépend d'abord de la recherche fondamentale. Négliger la recherche fondamentale, c'est à terme menacer gravement les apports de la science au progrès.

A une époque où l'on veut faire croire que la productivité fait la valeur de l'individu, il est bon de rappeler que la connaissance n'a pas qu'un but pratique, mais qu'elle contribue à notre pleine réalisation individuelle et sociale.

Parce que l'université est le lieu de rassemblement de toutes les disciplines, parce que s'y rencontrent les savoirs de toutes les époques et de tous les lieux, elle est un creuset culturel bouillonnant. C'est bien comme carrefour de la créativité et du dynamisme intellectuel que l'Université du troisième millénaire servira le mieux la collectivité.

Enfin, je voudrais insister sur l'importance symbolique de cette

dynamique fédératrice qui anime l'institution universitaire. Elle ne se base pas sur la reconnaissance d'une quelconque vérité définitive, d'une supériorité dogmatique. Elle se fonde au contraire sur le principe de la remise en question permanente.

Le grand astrophysicien français Evry Schatzmann disait : *Un enseignement de la science qui n'apprend pas à penser, n'est pas un enseignement de la science, c'est un enseignement de la soumission.*

Le doute constructif qui anime le véritable universitaire laisse la place aux opinions différentes et donc aux idées nouvelles. Ainsi s'établissent également des rapports d'égalité et de respect mutuel. Bien mieux que la tolérance, le respect de l'autre nous oblige à une démarche volontaire, à un effort au terme duquel nous arrivons non pas simplement à coexister, mais aussi à nous comprendre, à nous apprécier et peut-être même, à nous aimer.

A l'Université de Liège, nous savons ce que vivre ensemble veut dire. Ce qui fait l'originalité et la fierté de notre institution, c'est son pluralisme et son impartialité. Toutes les opinions, toutes les conceptions, tant scientifiques que philosophiques, y ont droit de cité. Elle est l'université de tous. Dans l'univers qui est le nôtre, où l'unité qui compte est le continent, où notre référence est au minimum l'Europe, la formation universitaire doit promouvoir cet esprit pluraliste. La société civile réclame d'urgence cette tolérance dans la dignité, cette tolérance construite sur la connaissance des opinions des autres et sur la noblesse du doute.

Contre la dictature du prêt-à-penser, le premier objectif de l'Université de Liège est d'ouvrir l'esprit des individus. Idéal humaniste, souvent invoqué, mais trop rarement mis en pratique ! Or l'humanisme vaut bien plus qu'un slogan. Il correspond au contraire, dans tous les domaines, à l'engagement de remettre l'homme au centre de nos préoccupations. Non pas un homme abstrait, non pas un concept creux, mais bien un être vivant, une femme, un homme qui travaillent, qui aiment, qui se passionnent. Respecter cet homme, lutter pour lui, travailler avec lui, c'est œuvrer pour nous-mêmes.

A l'heure où la planète devient village, nous avons tous intérêt à ce que ce village soit bien celui des humains et non celui des aveuglements économiques, politiques ou religieux. C'est au service de cette ambition que l'Université de Liège doit se consacrer.

Le travail, et plus particulièrement celui de l'universitaire, n'est rien s'il ne vise pas au progrès. Qu'il s'agisse de recherche, d'enseignement, de formation permanente, l'université doit toujours faire plus et mieux.

Plus le monde évolue et devient complexe, plus les missions de l'université se multiplient, plus elles se diversifient. Toutefois, elles répondent toutes à un même objectif fondamental : le bien commun. Utopie pour certains, le bien commun est au contraire pour moi synonyme de progrès à visage humain. Autrement dit, pas de tour d'ivoire, pas de savoir gratuit, mais un savoir au service des hommes.

Nous n'avons pas la prétention de croire que l'Université de Liège est une université idéale. Par contre, elle doit nourrir le projet généreux d'être une université avec UN idéal. Mais cet idéal a un prix. Le prix des moyens disponibles, le prix de la qualité de la gestion et par-dessus tout, le prix de la volonté, du courage et de la responsabilité.

La responsabilité vis-à-vis des autres sans laquelle il n'y a pas de responsabilité de soi. Le courage d'aller vers les autres, de les écouter, de leur tendre la main. La volonté de toujours faire mieux et de rester fidèle à ses principes. Ce que Goethe écrivait il y a près de deux siècles doit nous faire réfléchir : *L'homme qui, dans une époque où tout vacille, est lui-même vacillant en ses sentiments, augmente le mal et le répand toujours davantage. Mais celui qui demeure ferme en sa volonté, il façonne le monde à son image.*

A la veille d'un troisième millénaire incertain, les laboratoires et les salles de cours de l'Université de Liège doivent rester les lieux où brille la lumière humaniste ; les lieux où la science ne s'entend pas sans conscience ; les lieux où l'intelligence signifie aussi esprit et où la raison s'accorde aux émotions.

Si l'Université de Liège peut laisser une trace dans l'Histoire, c'est par la force de nos actions et la hauteur de nos pensées. Ainsi, en entrant dans le futur, ceux que notre Université aura formés et ceux qui y travaillent pourront se montrer en exemple et dire : *Je sais ce que penser veut dire, je sais ce qu'est l'amour de l'humanité ; je l'ai appris à l'Université de Liège.* ■

Discours prononcé par M. Willy LEGROS, Recteur de l'Université de Liège
à l'occasion de la cérémonie de rentrée académique, le 25 septembre 1998



DISCOURS DE M. YASSER ARAFAT



Au nom du peuple palestinien et en mon nom propre, j'ai le plaisir, depuis cette prestigieuse tribune universitaire, de vous faire part de notre profonde estime et de vous adresser nos remerciements les plus sincères pour votre généreuse invitation à cette cérémonie qui coïncide avec la nouvelle année académique. Permettez-moi aussi de vous exprimer ma gratitude pour la décision de votre Université, en la personne de son Recteur, de son Conseil académique et de ses professeurs, de m'octroyer le titre de Docteur *honoris causa* en association avec M. Shimon Peres, mon ami et mon partenaire dans la mise en œuvre de la paix.

Cet honneur que vous nous faites constitue une reconnaissance particulière des efforts sincères et assidus que nous avons déployés pour cette réconciliation historique qui vise à tourner la page d'un passé plein de souffrances et à préparer le terrain pour établir et construire la paix, la paix des braves.

Mais, hélas, cette paix se trouve actuellement dans une impasse dangereuse. Elle est menacée d'un immobilisme total qui peut ruiner les grandes espérances qui se fondent sur elle, ce qui risque de conduire à nouveau la région vers une situation d'extrémisme et d'anarchie dont les conséquences seraient désastreuses pour nous tous sans exception.

Mesdames et Messieurs, comme vous le savez, le processus de paix dans la région du Proche-Orient tout entière est en régression continue. Il pourrait même totalement s'écrouler, en raison de la politique obstinée du gouvernement israélien actuel qui refuse les bases et les résolutions de la légalité internationale, à savoir le principe de la terre en échange de la paix et les résolutions 242, 338 et 425 du Conseil de sécurité de l'ONU, sur lesquels le processus de paix s'est appuyé depuis qu'il a été initié à Madrid en 1991.

Soulignons aussi que ce même gouvernement se dérobe à l'exécution des accords conclus ; les échéances qui y figurent sont en ce moment en sus-

Cette distinction, nous la considérons comme un hommage aux efforts et aux sacrifices du peuple palestinien qui a choisi avec conviction et foi, le chemin de la paix, de la réconciliation et de la coexistence avec le peuple israélien, sur la base de la confiance et du respect mutuel, pour l'avenir de nos enfants à tous.

La responsabilité de sauver le processus de paix incombe à la Communauté internationale tout entière, et en particulier aux pays amis de l'Union européenne.

En l'an 2000, date qui célèbre la naissance de notre Seigneur Jésus-Christ, j'en appelle à vous pour que vous soyez là à nos côtés. J'en appelle à votre contribution pour que cette célébration soit celle de la paix.

pens. Il persiste également à tourner le dos aux efforts internationaux et aux initiatives de sauvegarde du processus de paix. La dernière initiative en date est américaine. Nous l'avons acceptée bien qu'elle ne satisfasse pas les exigences légitimes minimales de notre peuple et alors même que le gouvernement d'Israël n'y répond pas et poursuit ses tergiversations.

Bien plus, il cherche obstinément à diviser cette initiative en clauses afin de pouvoir la renégocier, ce qui la videra de son contenu. C'est là le signe de la poursuite d'une politique du fait accompli, de louvoiement et d'entêtement, en vue de faire échouer tous les efforts internationaux et de détruire, hélas, le processus de paix.

En dépit des derniers efforts intensifs déployés par l'envoyé américain M. Dennis Ross pour raviver ce processus, aucun progrès concret ne s'est réalisé jusqu'à maintenant. Le gouvernement israélien continue de refuser les propositions et invente des prétextes et des justifications inconsistantes pour freiner la paix. Cela exige, à notre avis, que l'Administration américaine rende publique son initiative. Il appartient aux Etats-Unis d'Amérique, conformément au souci qu'ils manifestent à l'égard de leur rôle et de leur crédibilité dans la Région, qu'ils précisent quelle est la partie responsable de la paralysie de leur initiative, afin de mettre fin aux manœuvres israéliennes qui font perdre un temps précieux, un temps qui devrait être mis à profit pour faire avancer le processus de paix sur toutes les voies de négociation.

En raison du blocage total du processus de paix, nous avons soutenu l'initiative franco-égyptienne d'une conférence internationale réunissant les pays déterminés à sauver ce processus et à le remettre en marche, non seulement pour épargner à la région de grands dangers, mais aussi pour mettre fin à l'arrogance, à la politique cynique et aux défis que lance le gouvernement israélien à la Communauté internationale.

Mesdames et Messieurs, la persistance du gouvernement israélien à camper sur les positions d'une politique extrémiste et irresponsable, son insistance à changer les principes mêmes du processus de paix, dans le but d'imposer une nouvelle carte et de nouvelles conditions pour une solution définitive, se traduisent par des mesures unilatérales : l'intensification de la colonisation, la confiscation des terres palestiniennes et l'ouverture des routes d'encerclement, qui entendent consacrer l'annexion et la judaïsation totale de la ville occupée de Jérusalem. Cela revient à l'exclure des négociations

du statut définitif et à déterminer unilatéralement son destin. Toutes ces mesures, Mesdames, Messieurs, constituent une violation flagrante des résolutions de la légalité internationale, des accords conclus et de la quatrième convention de Genève.

Mesdames, Messieurs, établir une paix juste et globale dans la région du Moyen-Orient est une nécessité régionale et internationale. La responsabilité de la sauvegarde du processus de paix incombe à la Communauté internationale tout entière, et en particulier aux pays amis de l'Union européenne. Les liens géopolitiques des pays de l'Union européenne avec les pays de la région ainsi que leur poids considérable, particulièrement dans le domaine économique, leur permettent de jouer un rôle vital en matière de paix, en amenant notamment le gouvernement israélien à respecter les références du processus, la légalité internationale et à exécuter ses engagements, sans tergiversation, dans la limite des échéances prescrites dans les accords conclus.

Le temps travaille en faveur des ennemis de la paix et des extrémistes qui, au travers de programmes et d'actions qui vont à l'encontre de l'esprit même de la paix, cherchent à la mettre en échec. Nous travaillons à la concrétisation de cette paix sur une base de justice et d'égalité, de manière à garantir au peuple palestinien la fin de l'occupation israélienne de sa terre et de ses lieux saints, et à lui permettre de retrouver et d'exercer ses droits nationaux inaliénables à l'autodétermination et à l'établissement de son État indépendant avec Al Quds, Jérusalem, comme capitale.

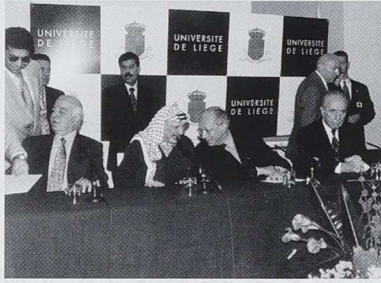
L'autodétermination, ce droit garanti par toutes les conventions et les législations internationales, est un droit légitime et sacré pour tous les peuples, y compris pour le peuple palestinien. Ce dernier attend avec espoir et confiance le soutien de tous les amis, de tous les peuples, de toutes les forces éprises de paix et de liberté, dans la réalisation de ses justes aspirations et dans ses efforts constants en vue de l'établissement de l'État indépendant de la Palestine, le 4 mai 1999. Selon les accords d'Oslo, la période transitoire expire à cette date. Ces accords furent signés à la Maison Blanche, sous les auspices du Président Clinton et avec les signatures de la Russie, des États-Unis d'Amérique, ainsi que de l'Union européenne, de la Norvège, de l'Égypte, de la Jordanie et en présence du Japon.

Nous restons attachés au choix de la paix juste et globale et nous la défendons avec force. Fondé sur cette conviction, l'État de la Palestine sera

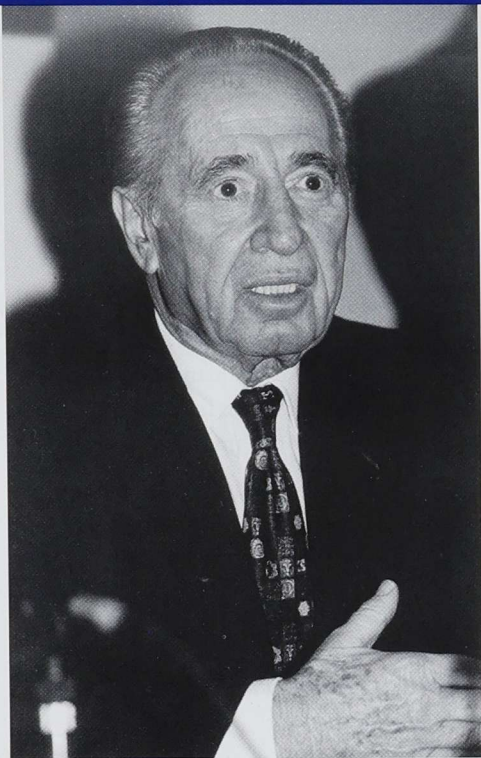
un État de paix et de coexistence qui s'attachera aux bases et aux principes du bon voisinage et du respect mutuel entre les peuples. Notre Etat ne répondra point aux manquements israéliens, hormis pour notre autodéfense ou la protection des droits nationaux de notre peuple, tout en continuant à considérer qu'il est de la responsabilité de la Communauté internationale de protéger la région des conséquences d'un effondrement du processus de paix et d'effectuer les démarches nécessaires en vue de sauver ce processus et le raviver de nouveau.

Enfin, permettez-moi, de vous inviter toutes et tous, chez nous lors des célébrations de Bethléem 2000. En l'an 2000, cette date qui célèbre la naissance de notre Seigneur Jésus-Christ, j'en appelle à vous, pour que vous soyez là, à nos côtés. J'en appelle à votre participation et à votre contribution pour que ces célébrations soient celles de la paix.

Pour conclure, permettez-moi, Mesdames et Messieurs, de vous renouveler tous mes remerciements et notre grande estime pour votre bienveillante initiative et l'honneur que vous me faites en m'octroyant le titre de Docteur *honoris causa* de votre prestigieuse Université. Cette distinction, je la considère comme un hommage au peuple palestinien et à tous ceux qui consacrent leur vie pour servir les causes de la liberté, de la paix et de l'humanité. Et que la paix soit avec vous. ■



DISCOURS DE M. SHIMON PERES



Tout d'abord, je tiens à évoquer quelques noms. Ce sont, d'une certaine manière, de tristes circonstances puisqu'une autre personne devrait se tenir ici à nos côtés et recevoir ces honneurs : il s'agit de feu le Premier Ministre M. Itsak Rabin, qui a payé de sa vie sa contribution au processus de paix. C'était un grand dirigeant et un homme courageux ; sa mémoire restera à jamais gravée en nous.

Ensuite, je voudrais exprimer toute mon admiration au Président Yasser Arafat pour le choix historique qu'il a imposé au peuple palestinien : celui de rejeter la violence, la haine et la confrontation pour emprunter la voie très difficile de la paix. Vous comprendrez que nos points de vue divergent sur de nombreux points. N'oubliez pas que je sois d'accord avec tout ce que le Président a pu dire !

Dès l'instant où l'Europe a laissé de côté la politique pour s'accorder sur le plan économique, elle est passée de la guerre à la paix après une longue histoire faite d'effusions de sang, d'invasions, de confrontations, de guerres civiles, de guerres nationales.

Les sources de l'existence, les sources de richesse et de force ont cessé d'être territoriales pour devenir scientifiques, matérielles, ou plutôt intellectuelles.

Je pense que, pour le bien d'Israël, nous avons besoin d'un État palestinien. Non seulement d'un État palestinien, mais d'un État palestinien accompli, moderne, démocratique, prospère, car si l'on substitue les disparités économiques aux différences politiques, le conflit continuera.

Mais nous nous entendons pour diverger de façon pacifique — sans armes et sans guerre — et pour mener nos négociations dans le respect total et la camaraderie. J'éprouve à son égard la plus grande considération.

Je tiens à présent à remercier M. le Recteur de l'Université de Liège ainsi que les membres de la communauté universitaire pour cet honneur qui nous est fait. Je suis venu à Liège pour la première fois il y a 45 ans, à la recherche de fusils pour l'armée et, à présent, je reçois ces honneurs en hommage à la paix. A Hollywood, on dirait que tout est bien qui finit bien !

Je voudrais vous parler à présent du monde universitaire. Beaucoup pensent que la démocratie repose sur la règle de la majorité. C'est faux. Il se peut que la démocratie influence la règle de la majorité mais elle ne peut en aucun cas progresser si elle n'obtient pas l'adhésion des minorités, de ceux qui refusent de se conformer, qui expriment leur désaccord, qui souhaitent le changement. Et je sais d'expérience que l'avenir réside dans cette minorité. La majorité appartient au passé et la minorité à l'avenir.

Et il se trouve que le monde universitaire — les professeurs, les recteurs — constitue la meilleure minorité pour l'avenir. Nous, les hommes politiques, dépendons de l'opinion publique qui nous donne des notes alors que vous, professeurs, donnez des notes aux étudiants, vous ne dépendez pas d'eux. Vous êtes libres, indépendants, vous pouvez exprimer vos opinions et encourager vos étudiants à ne pas être conformistes, à avoir une vue critique et personnelle. C'est pour cela que le monde universitaire est si important aujourd'hui. Il lui incombe la tâche de véhiculer sur une grande échelle l'outil de la pensée critique pour appréhender le futur sans soumission à la télévision, au sens commun, à CNN, ou à quoi que ce soit d'autre. C'est rafraîchissant de venir dans une université et je suis très jaloux quand je vous vois. Je sais en effet qu'un enseignant est libre de se lever et de faire un discours qui, même s'il ne fait pas la une des journaux, sera très important pour l'éducation de nos enfants et pour notre avenir.

Quand je contemple le Moyen-Orient, je ne sais vraiment pas quels tableaux je préfère de ceux de Rubens, essentiellement rouge sur noir, ou de ceux de René Magritte, qui représentent des fenêtres en abyme et tentent de réconcilier réalité et fantaisie. Il semble que nous ayons besoin des deux. Lorsque je suis ici, en Belgique, j'ai l'impression que ces genres sont réconciliés.

Si l'on retrace l'histoire récente de Belgique, on peut tous en tirer une leçon. En 1944, en septembre je crois, alors que les territoires de la Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg étaient toujours sous l'occupation, les souverains et dirigeants de ces pays se rencontrèrent à Londres et décidèrent de s'allier économiquement. C'est ainsi que le Bénélux est né. Agir en commun sur le plan économique permet de construire un monde meilleur pour nos citoyens et nos pays. La création du Bénélux est arrivée très à propos. Ce premier accord était porteur d'une signification importante, car il fut le point de départ du Marché commun et à la base des accords qui ont en fait été négociés lors du Traité de Rome. Je crois que les négociations se sont déroulées ici en Belgique.

Plus tard, il y a eu Maastricht et vous avez modifié la face du monde. Depuis maintenant 52 ans, depuis qu'elle a privilégié l'économique aux dépens du politique, l'Europe vit véritablement en paix — je parle ici des États-membres de l'Union européenne — et elle n'a plus connu de dictateur, d'Hitler, de Staline ou de Mussolini. Mais pour être tout à fait juste, j'ajouterai qu'au-delà de la reconnaissance de la vision et du courage de ses dirigeants, l'Europe a initié un profond changement de l'expérience humaine.

L'Europe fut la première à comprendre que le monde évoluait en profondeur. Je crois que plus jamais nous ne retournerons aux pages écrites en lettres rouges de notre expérience historique. L'évolution est irréversible en raison de sa nature même. Ce qui s'est réellement passé, c'est que les sources de l'existence, les sources de la richesse et de la force ont cessé d'être territoriales pour devenir scientifiques, matérielles, ou plutôt intellectuelles. Prenons en exemple un pays comme le Japon. Ce pays n'a ni grand territoire, ni pétrole, ni argent, ni or. La seule chose qu'il a, ce sont les Japonais. Et regardez ce qu'on peut faire des Japonais, du capital humain : on peut en faire la deuxième puissance économique mondiale. Les Japonais ne font qu'exploiter la science et la technologie. Ce sont les fondements de leur économie et de leur industrie.

Il ne s'agit pas seulement d'une évolution du territorial à l'intellectuel : le changement est plus profond ; il touche à toutes nos références, nos concepts, nos idéologies, nos institutions et nos relations. Dans le passé, le territoire était considéré comme la source de l'existence. Il fallait se battre pour ce territoire, il fallait une armée, des guerres, des frontières, de l'autorité. Mais dès lors que la source de richesse devient intellectuelle, seule l'éducation et l'intelligence sont nécessaires. La science n'a pas de frontières, la technologie n'a pas de barrières douanières, l'information n'a pas besoin de visa : elles deviennent complètement universelles. Personne ne peut plus désormais concevoir autrement les raisons de la force et de la richesse. La mondialisation n'est pas une vision, ni une idéologie, ni une invasion, elle est le résultat de l'écroulement soudain des frontières économiques.

La privatisation est la suite logique de la mondialisation. Les gouvernements ne peuvent plus se mondialiser, seuls les individus le peuvent. Une observation attentive montre que les gouvernements sont plus nationalistes que les entreprises ; celles-ci sont devenues multinationales, internationales alors que les gouvernements, eux, restent à la traîne. Je dis ceci parce que les frontières ont vraiment perdu toute signification. Si je considère la Belgique par exemple, la seule frontière qu'elle connaisse aujourd'hui est linguistique. Tout le reste est ouvert !

Avons-nous vraiment besoin de frontières ? L'économie est mondiale : celui qui veut rester national le restera dans la pauvreté nationale. En fait, la seule chose qui soit vraiment nationale, c'est la pauvreté. Qui veut échapper à la pauvreté doit se mondialiser. Sur le plan militaire, le terme de frontière a également perdu sa signification parce que les missiles ne respectent pas les

concepts et ne s'arrêtent pas à une ligne imaginaire. La terreur ne s'en embarrasse pas non plus, tout comme la drogue ou la pollution. Les frontières se situent plus dans nos esprits que dans la réalité. Cette réalité est celle d'une nouvelle ère, une ère où nous découvrons que notre esprit est vieillissant, que nous préférons le souvenir à la réflexion. C'est rassurant de se souvenir, c'est moins confortable de tourner son esprit vers l'avenir.

Ce que des hommes comme Yasser Arafat et moi-même essayons de faire, c'est de, permettre à nos enfants — comme vous le faites avec les vôtres — de vivre dans une nouvelle réalité. Je pense que, pour le bien d'Israël, nous avons besoin d'un Etat palestinien. Non seulement d'un Etat palestinien, mais d'un Etat palestinien réussi, moderne, démocratique, prospère.

Je suis convaincu que pour être de bons voisins, il faut se sentir bien. Et les Palestiniens seront des voisins d'autant meilleurs qu'ils se sentiront bien. Je voudrais dire à mon ami, le Président Yasser Arafat, que je pense qu'ils ont besoin d'un Etat palestinien. Mais ce serait triste de devoir agir de façon unilatérale ; il faudra un accord honorable entre toutes les parties.

Entre la création du Bénélux et Maastricht se sont écoulées quarante-quatre années. Cela ne s'est pas fait du jour au lendemain et nous avons des amis européens qui savent à quel point c'est difficile, jour après jour, de bâtir, de faire des efforts. Mais ce jour viendra. Nous sommes différents sur les plans culturel, linguistique, religieux, mais ce n'est pas une raison pour envoyer nos enfants au champ de bataille.

Il y a plus d'un milliard de musulmans, plus d'un milliard de chrétiens, plus de 2 milliards d'hindous et bouddhistes ; il y a de nombreux laïcs, il y a des juifs — pas beaucoup : quarante millions. Aujourd'hui le problème des religions est moins celui d'une concurrence entre les différentes cultures que le besoin de chaque culture de faire face à une nouvelle ère : si l'on veut vivre dans un monde démocratique, la démocratie n'est pas une question d'accord, c'est une question d'accord qualifié. La démocratie est un rassemblement de gens en désaccord, dont les vues divergent mais qui n'essaient pas d'imposer leurs vues à autrui. Pour moi, la démocratie représente deux choses : le droit d'être égal et aussi le droit de chacun d'être différent.

La démocratie c'est la différence, avec la tolérance, avec la liberté et le respect. Et nous devons vivre dans ces différences. Je pense que nous prions tous pour l'importante lutte que mènent aujourd'hui ceux qui veulent

regarder vers l'avenir et introduire liberté et démocratie dans le monde musulman. C'est un combat crucial et nous voulons tous voir le monde musulman — comme le monde chrétien ou bouddhiste — accepter différences, tolérance et liberté. Je crois que c'est au cœur du monde musulman que se situe le problème Palestinien et nous devons le résoudre aussi. C'est dans notre intérêt, et je parle en tant que juif, de voir le monde musulman vivre en paix. Personne ne doit cesser d'être musulman mais personne ne doit, pour rester musulman, rester en conflit avec qui que ce soit.

J'ai été personnellement impressionné par le discours du Président iranien, et — puisque je vois quelques dames dans le public — permettez-moi de dire qu'un grand changement en Iran a été induit par les femmes. Elles ont élu un nouveau président, avec un nouveau concept. Cela me fait dire que nous devons aller de l'avant. Personne ne peut inverser le processus et ramener la richesse de l'intellectuel au territorial. Personne ne peut convaincre personne de tuer pour devenir puissant ou riche. Personne n'a le droit d'utiliser les différences nationales, culturelles ou religieuses pour revenir aux effusions de sang. Nos enfants ne comprendront guère ce que nous faisons mais sachons qu'ils ont le droit de suivre leur propre chemin, d'agir différemment, d'être plus heureux, de comprendre que la démocratie n'est pas seulement la libre expression mais l'expression de soi.

C'est pour cela que je suis convaincu que ce qui a débuté à Oslo — tout comme ce que vous avez commencé à Londres, à Maastricht, à Rome, en Belgique — est l'appel d'un monde en mutation. Notre tâche à nous, les hommes politiques, est de raccourcir la période de transition, de réduire les coûts de ce changement, de laisser la jeune génération jouir beaucoup plus facilement du monde et de la richesse auxquels elle a droit.

C'est pour cela que je tiens à remercier l'Université de Liège, la Belgique, l'Europe, les Etats-Unis de travailler ensemble pour renouveler le monde et offrir une nouvelle Genèse à nos enfants.

Merci beaucoup. ■



La paix entre les peuples n'est envisageable que s'il y a compréhension entre les hommes.

Ecouter son voisin et confronter nos opinions aux siennes demande une certaine ouverture d'esprit. Et celle-ci ne s'acquiert que par l'éducation. Comme, par ailleurs, les autres valeurs humanistes, qui ne sont pas acquises à la naissance, mais bien transmises par nos semblables.

Et c'est bien la volonté de partager ces valeurs qui est l'acte fondateur de l'université. Mais quelle université ?

La priorité de l'université est de former des hommes complets, capables de s'épanouir, tant individuellement que collectivement. Elle doit donc permettre à un maximum d'atteindre ce but : on ne peut effectivement prôner d'une part la fraternité et l'égalité universelle, et réserver d'autre part l'accès au savoir à une élite. Pas plus qu'on ne peut rester insensible au fait qu'une partie des étudiants — pardon ! une majorité d'étudiants — soient montés à bord du navire universitaire, puis débarqués sans canot en pleine mer. L'échec a un coût humain exorbitant. Il devient intolérable lorsqu'il constitue la norme, comme c'est le cas chez nous. Il stigmatise alors l'échec du système lui-même.

La paix entre les peuples n'est envisageable que s'il y a compréhension entre les hommes.

La transmission du savoir ne doit pas être considérée comme une fontaine remplissant un vase. Une tête bien faite est une tête bien pleine mais qui sait aussi remettre en cause ce qu'on lui a enseigné.

Chacun, ici présent, souhaite l'avènement d'une société plus juste, plus humaine, où l'actualité serait le bonheur de tous, et non plus les crises perpétuelles.

Il n'est cependant pas question de sacrifier la qualité de la formation en appliquant un nivellement par le bas : la diminution des exigences ne servirait en rien le but de l'Institution. Par ailleurs, au-delà d'une qualité technique au sens large, nous voudrions mettre l'accent sur le besoin d'interdisciplinarité dans le parcours de l'étudiant.

Enfin, la transmission du savoir ne doit pas être considérée comme une fontaine remplissant un vase... Une tête bien faite est une tête bien pleine mais qui sait aussi remettre en cause ce qu'on lui a enseigné. Assimilation de connaissances, certes, mais assimilation critique par l'apprentissage du débat et la prise de responsabilités. Il faut donc veiller à permettre la participation des étudiants, favorisant ainsi l'éducation à la citoyenneté et l'apprentissage à la gestion de la cité. Il s'agit autant de la participation des étu-

dians dans les différents niveaux de pouvoir que de l'implication de chaque étudiant dans sa propre formation.

Assurément, l'université, humaniste, se doit donc de combiner liberté d'accès, formation de qualité et participation des acteurs. Comme l'annonçaient Maryline et Stéphane, il y a deux ans déjà, ces trois postulats forment les principes de base d'un autre enseignement vecteur d'une autre société.

Le rôle de notre Ecole s'avère d'autant plus crucial que notre modèle de société démocratique, encore loin d'être universellement répandu, n'est pas à l'abri de tout danger. En cette fin de deuxième millénaire — pour l'ère chrétienne —, d'aucuns choisissent une autre vision de la société. Remise en question, voire négation de nos valeurs démocratiques.

La recrudescence actuelle des intégrismes de toutes sortes ne peut que nous inquiéter. L'ignorance constitue par ailleurs le berceau de ces derniers. L'histoire nous l'a montré à maintes reprises. Le plus sûr moyen d'asseoir un pouvoir totalitaire est d'abrutir les masses en leur servant uniquement du pain et des jeux, et de confisquer les connaissances en réservant le bûcher aux savants contestataires. En cette fin de siècle, tant les intégrismes religieux que nationaux ou raciaux prolifèrent un peu partout et menacent plus que jamais d'envenimer la paix, d'ensanglanter la vie, de plonger notre avenir dans l'obscurité.

La méconnaissance de la culture et des traditions de l'autre engendrent généralement racisme et xénophobie, porteurs de thèses simplistes et réductrices, dont le fondement essentiel est de rendre cet autre responsable de ses propres infortunes, et donc, de le rejeter. Si les partisans de telles doctrines sont pauvres sur le plan des idées, ils semblent riches sur celui des méthodes. Nous pensions les connaître; nous nous apercevons, au vu d'événements récents, qu'elles s'étendent de la matraque au coussin.

La volonté, non plus de privilégier l'épanouissement de chacun au profit de la collectivité tout entière, mais bien de favoriser sa personne au détriment des autres, représente un autre danger. Cet individualisme tend de plus en plus à prendre le pas sur la solidarité, ouvrant le début d'une nouvelle ère, la perspective d'une société du *chacun pour soi et tous contre tous*.

Heureusement, chacun, ici présent, souhaite l'avènement d'une société plus juste, plus humaine, où l'actualité serait le bonheur de tous et non plus les crises perpétuelles. Chacun regrette les remises en cause de valeurs fondamentales que l'on imaginait intouchables. En tant que gardienne de celles-ci, l'université se situe donc à une position stratégique.

Une question reste dès lors en suspens. Année après année, tous les discours convergent. Le même constat, les mêmes valeurs réitérées. Alors, tout simplement, afin d'atteindre notre idéal, pourquoi les moyens ne suivent-ils pas ? N'est-il pas temps pour chacun de mettre ses actes en accord avec ses dires ? ■



LISTE DES PERSONNALITES PRESENTES

- SAR le **PRINCE PHILIPPE**

- Monsieur **YLIEFF**

Ministre de la Politique scientifique

- Leurs Excellences Messieurs

GRETHER, Ambassadeur de la Principauté de Monaco

ROBLEH, Ambassadeur d'Éthiopie

SIMONIN, Ambassadeur de Suisse

LAVERDURE, Ambassadeur du Canada

CORRIAS, Ambassadeur d'Italie

BERIZIKY, Ambassadeur de la République de Madagascar

KASSIM bin DAUD, Ambassadeur de Brunéi

ROCHA, Ambassadeur du Cap Vert

da ROCHA PARIS, Ambassadeur du Portugal

KANDE, Ambassadeur de la République du Sénégal

DASGUPTA, Ambassadeur de la République de l'Inde

OULD MOGUEYE, Ambassadeur de la République islamique de Mauritanie

NAESS, Ambassadeur du Royaume de Norvège

MUJICA CANTELAR, Ambassadeur de la République de Cuba

RODEZNO MUNGUIA, Ambassadeur de la République d'El Salvador

ROËLL, Ambassadeur des Pays-Bas

COLVIN, Ambassadeur du Royaume Uni de Grande-Bretagne

GRISANTI, Ambassadeur de la République

du Venezuela

TOUKAN, Ambassadeur du Royaume hachémite de Jordanie

ABOUDOU, Ambassadeur de la République du Bénin

SONG, Ambassadeur de la République populaire de Chine

HYODO, Ambassadeur du Japon

KNEY-TAL, Ambassadeur de l'Etat d'Israël

SAAD, Ambassadeur de la République arabe d'Égypte

CONSTANTINESCU, Ambassadeur de Roumanie

CUBILLOS BRAVA, Ambassadeur de la République du Chili

SUMANTERA, Ambassadeur de la République d'Indonésie

MATIC, Ambassadeur de la République de Croatie

OULLOA DE THUIN, Ambassadeur de la République du Honduras

BASHA, Ambassadeur de la République d'Albanie

KISLIAK, Ambassadeur de la Fédération de Russie

AGATHOCLEOUS, Ambassadeur de la République de Chypre

OLJELUND, Ambassadeur du Royaume de Suède

LEE, Ambassadeur de la République de Corée

- Monsieur **MARIN**

Vice-Président de la Commission européenne

- Madame **ONKELINX**
Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française
- Monsieur **ANCION**
Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique de la Communauté française et du Gouvernement Wallon.
- Monsieur **VAN CAUWENBERGHE**
Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique de la Communauté française et du Gouvernement wallon
- Monsieur **LAMBERTZ**
Ministre du Gouvernement de la Communauté germanophone
- Madame et Messieurs les Ministres d'État **HARMEL, SPAAK, BUSQUIN**, Président du Parti socialiste **MICHEL**, Président du Parti réformateur libéral
- Monsieur **MOUREAU**,
Premier Président de la Cour d'Appel accompagné de Messieurs les Présidents **YSERENTANT** et **GODEFROID**
- Monsieur **HUBIN**,
Premier Président de la Cour du Travail accompagné de Monsieur le Président **MICHA** de Madame le Conseiller **ETIENNE** et de Monsieur le Conseiller **GERMAIN**
- Madame **THILY**,
Procureur général accompagnée de Madame le Premier Avocat général **SPRIESTERBACH** et de Monsieur le Substitut général **DELOGE**
- le Colonel de Gendarmerie **CORMAN**
Commandant le Groupe de la Province de Liège
- Monsieur **GEORGES**
Président du Conseil provincial de Liège
- Monsieur **AL-AIYKI**,
Chargé d'affaires de l'Etat de Qatar
- Madame **LETKOVA**,
Chargée d'affaires de la République slovaque
- Madame **BARLETTA de NOTTEBOHM**,
Chargée d'affaires de la République de Panama
- Monsieur **MUROZ MARTINEZ**,
Chargé d'affaires, représentant l'Ambassadeur d'Espagne
- Madame **CORTES de BOURLAS**,
Chargé d'affaires de l'Ambassade de Costa Rica
- Monsieur le Consul général **DUMONT**,
représentant l'Ambassadeur de France
- Monsieur **TOLLET**
Président du Conseil d'administration de l'Université libre de Bruxelles
- Monsieur **VANHERWEGHEM**
Recteur de l'Université libre de Bruxelles
- Monsieur **LANDERCY**
Recteur de l'Université de Mons-Hainaut
- Monsieur **DEROANNE**
Recteur de la Faculté des Sciences agronomiques de Gembloux
- Monsieur **BOUCHER**
Recteur de la Faculté Polytechnique de Mons
et Monsieur le Prorecteur **BOUQUEGNEAU**
- Monsieur **QUENON**
Administrateur de l'Université de Mons-Hainaut
- Monsieur **MALHERBE**
Président du Tribunal du Travail de Liège

- Mesdames et Messieurs les Sénateurs

DESTEXHE, FORET, HAZETTE, ISTASSE, LIZIN et MILQUET

- Messieurs les Députés

BACQUELAINE, FOURNAUX, GEHLEN, HIANCE, HILLIGSMANN, HOTERMANS, NEVEN, PAYFA, REYNDERS et THISSEN

- Mesdames et Messieurs les Députés

BURGEON, DUPUIS, FRANZEN, GRAFE, HILLIGSMANN, LESPAGNARD, MARECHAL, MATHIEU, MATHOT

- Monsieur le Député européen **DESAMA**

- Monsieur l'Échevin **DEMEYER**
Représentant le Bourgmestre de Liège

- Monsieur **VERJUS**
Secrétaire général du Ministère des Affaires économiques

- Monsieur **MAYSTADT**
Président du Parti social chrétien

- Madame **DURAND** et Monsieur **MORAEI**
Secrétaires fédéraux d'Écolo

- Monsieur **MASSALHA**
représentant le Directeur général de l'UNESCO

- Monsieur de **BELLEVAL**,
Délégué général du Québec

- Madame **GRIMMONPREZ**,
représentant le Nonce apostolique

- Monsieur le Ministre **GROSSI**,
Chargé d'affaires de la République d'Argentine

- Monsieur le Conseiller **JANCZAK**,
représentant l'Ambassadeur de Pologne

- Monsieur **MARTON**,
Chargé d'affaires, représentant
l'Ambassadeur de Hongrie

- Monsieur **BRAUM**,
Premier secrétaire, représentant
l'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique

- Monsieur **BROGNIET**,
représentant le Ministre Taminiaux

- Monsieur **FOCCROULLE**,
Chef de Cabinet du Ministre Daerden

- Monsieur **VINCE**
Directeur de Cabinet de la Ministre-Présidente Onkelinx

- Monsieur **NIHOUL**
Chef de Cabinet du Ministre Lebrun

- Monsieur **HORWARD**
Directeur de Cabinet adjoint du Ministre Ancion

- Monsieur **LAUB**
Secrétaire général du Conseil Central Israélite de Belgique

- Monsieur le Consul général **LIPSZYC**
Président de la Communauté israélite de Liège

- Monsieur **ESKENAZI**
Rabbin de Liège

- Monsieur **DEWANDELER**
Pasteur de l'Église protestante unifiée de Belgique, Liège

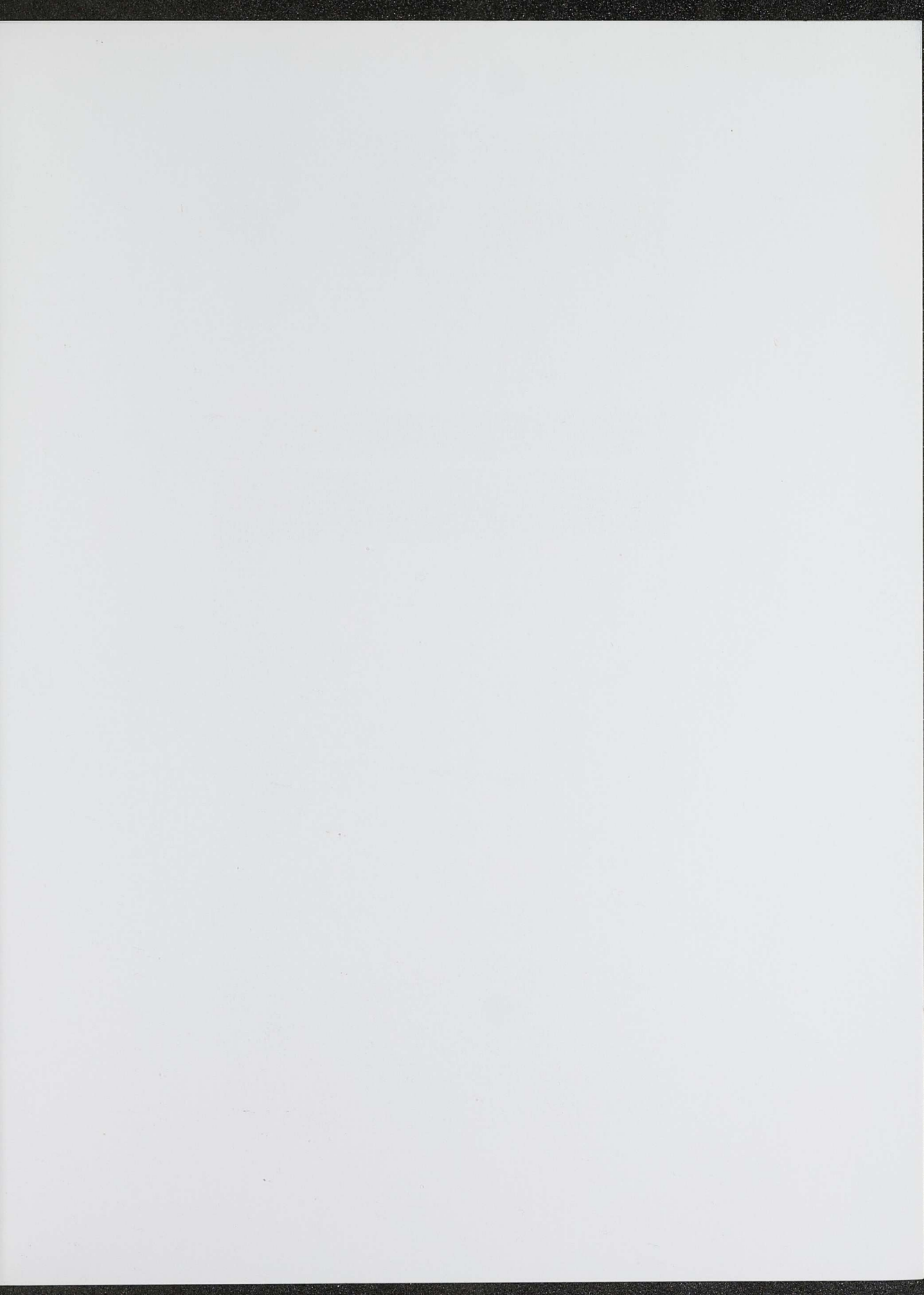
- Monsieur **de BOURGAL**,
Président du Centre universitaire de Luxembourg

- le Colonel **WIGNY**
Commandant de l'École Royale de Gendarmerie

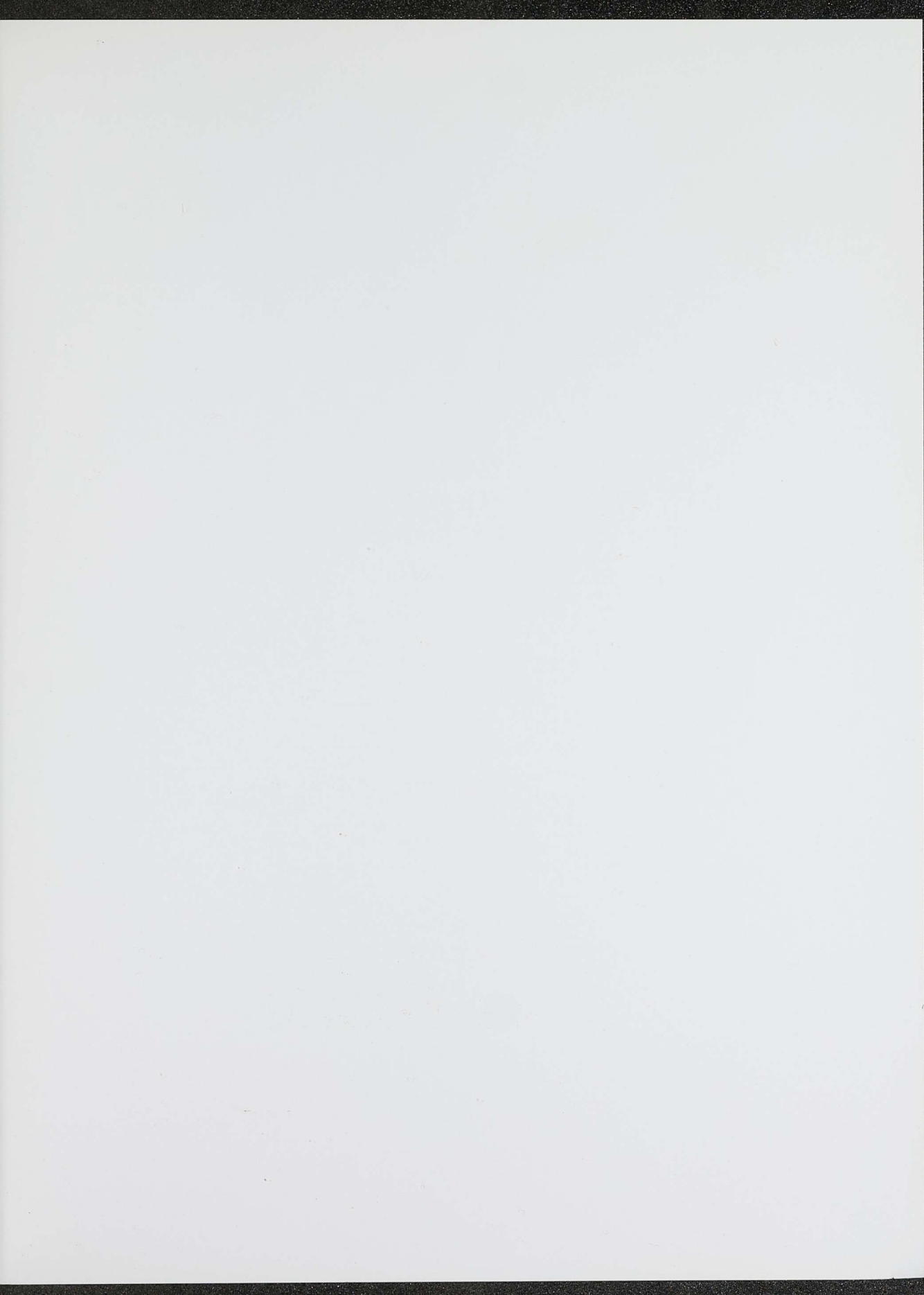
- Monsieur **DUMORTIER**
Vice-Recteur du Limburgs Universitaire Centrum

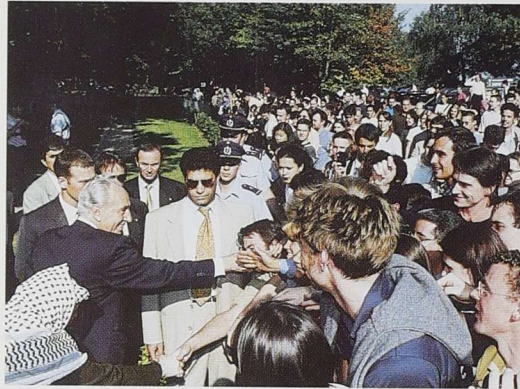
- Monsieur **KRAMP**
Vice-Recteur de l'Université de Mons-Hainaut
- Madame **VERETENNICOFF**
représentant le Recteur de la Vrije Universiteit Brussel
- Monsieur **VANDERZEYPEN**
Délégué du gouvernement près l'Université libre de Bruxelles
- Monsieur **de WAELE**
Directeur de l'Institut supérieur scientifique de service public à Liège
- Messieurs **GODEFROID** et **LIBION**
Commissaires du Gouvernement honoraires de l'Université de Liège
- Monsieur **NONCLERCQ**
Commissaire du Gouvernement près l'Université de Liège
- Monsieur **LENAERTS**
Délégué du Ministre du Budget de l'Université de Liège
- Messieurs **DEHOUSSE** et **SIMAR**
Vice-Recteurs honoraires de l'Université de Liège











Ce que des hommes comme Yasser Arafat et moi même essayons de faire,
c'est permettre à nos enfants — comme vous le faites avec les vôtres —
de vivre dans une nouvelle réalité.

Shimon PERES, Liège 1998